

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Christophe Magdalijs, *Président* ;  
Sophie de Vos, *Bourgmestre f.f.* ;  
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Bruno Collard,  
Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;  
Didier Gosuin, Isabelle Désir, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Jean-Claude Vitoux, Christian  
Grétry, Valérie Cops, Didier Molders, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine  
Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren,  
Nathalie Wyns, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu  
Pillois, *Conseillers communaux* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

**Séance du 04.04.19**

---

**#Objet : Question orale de Monsieur Matthieu Pillois (LB) : Annonce de la Ministre bruxelloise de l'Environnement sur l'ouverture à la baignade de l'étang du Rouge-Cloître#**

---

Séance publique

**Secrétariat**

Le 1er mars dernier, la Ministre de l'Environnement de la Région de Bruxelles-Capitale annonçait que, suite à une étude sur la qualité phytosanitaire des étangs à Bruxelles, 6 d'entre-eux dont un des étangs de Rouge-Cloître seront susceptibles d'accueillir des nageurs durant 6 week-ends de juillet et août.

La Ministre argue qu'il s'agit de répondre à une demande forte de la part des Bruxellois et qu'elle entend bien y répondre. La Ministre avance également qu'elle met un point d'honneur à travailler de manière rationnelle et concertée car il ne s'agit pas de nuire au travail considérable réalisé en faveur de la biodiversité. En pratique, il s'agira d'un « essai » qui sera mené durant six week-ends en juillet et en août. L'idée est d'ouvrir chaque endroit deux après-midis du samedi et du dimanche. Sur réservation. Avec sans doute une sélection via internet et, sur place, afin de limiter le nombre de plaisanciers.

Je m'étonne tout de même de cette sortie dans la presse, sachant que le site de Rouge-Cloître fait partie d'une zone Natura 2000. Les étangs de Rouge-Cloître sont un refuge de prédilection pour certains oiseaux aquatiques qui accrochent leurs nids flottants aux branches mortes et aux arbres tombés dans l'eau. Les étangs de Rouge-Cloître sont d'importants sites de reproduction pour plusieurs espèces protégées de batraciens : grenouille rousse, crapaud commun, triton alpestre, etc. Ils abritent également de nombreux poissons dont la rare bouvière.

En plus d'un impact potentiel au niveau de la faune et de la flore, je m'inquiète également des répercussions d'un tel projet sur les conséquences en termes de mobilité dans et autour du site. On le sait, le Rouge-Cloître est un site peu accessible en transports en commun et ne disposant pas de parkings pouvant accueillir un nombre important de nageurs.

Si je trouve la démarche de réflexion sur l'ouverture de certains étangs bruxellois à la baignade intéressante, il reste, selon moi, plusieurs inconnues dans ce dossier, à propos desquelles j'ai plusieurs questions pour le Collège :

Le Collège a-t-il eu connaissance de la démarche de la Ministre de l'Environnement ?

Les autorités communales ont-elles été consultées en amont de cette sortie ? Si non, des consultations sont-elles en cours depuis la sortie presse de la Ministre ? Si tel est le cas, quels en sont les premiers retours ?

Quelle est la position du Collège par rapport à cette proposition ? Quelles sont les enjeux et contraintes identifiés par les autorités communales face à cette idée et quelles sont les solutions possibles à y apporter ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Matthieu Pillois

Conseiller communal

Liste du Bourgmestre DÉFI

**• Réponse de Madame Sophie de Vos, Bourgmestre f.f**

Nous avons reçu un mail début février nous informant d'un projet en cours « en collaboration avec l'IBGE et concernant la baignade en plein air envisagée dans divers lieux en Région bruxelloise » mais nous n'avons pas été (re)contactés avant les sorties presse. Nous attendons toujours d'ailleurs une demande officielle du cabinet de la ministre.

Suite à ces sorties presse j'ai contacté les organisateurs et ils sont venus expliquer leur projet le 11 mars dernier.

Il s'agit d'un projet qui remonterait à 2 ans et qui proviendrait d'une demande citoyenne. La baignade en plein air est une activité sportive mais aussi sociale pour les personnes de tous âges et de tous milieux. Cependant, la natation en plein air n'existe nulle part à ce stade à BXL.

La première étape a été de vérifier la qualité des eaux des différents lieux. 5 sites s'en sont sortis suffisamment propres:

Pede (Anderlecht), Ceria, Pêcheries, Bois de la Cambre et l'étang n°3 à Rouge-Cloître.

L'étape suivante serait d'organiser des journées tests pour évaluer le réel souhait des citoyens et les impacts/difficultés/points d'attention divers (mobilité, environnementaux, etc).

A Rouge-Cloître :

Il s'agirait d'une cinquantaine de baigneurs autorisés en même temps et sur inscription, le tout gratuit.

L'étang n°3 n'accueille pas de nids de foulques (nids flottants) et de la crème solaire « bio » serait distribuée gratuitement.

Un ponton d'une dizaine de mètres serait installé pour assurer une entrée/sortie de l'eau loin des berges.

Maîtres-nageurs, cabines, poubelles, WC's etc seraient fournis gratuitement, installés et enlevés.

Le poissons sont essentiellement des carpes (pêcheurs). Pour les tests tout semble prévu (sauf le financement !)

Nous sommes extrêmement sceptiques quant à l'opportunité de réaliser ces tests et ce pour plusieurs raisons :

1. Les organisateurs (pool is cool) n'ont pas l'air d'être certains d'avoir les subsides à l'heure actuelle
2. à quoi bon faire un test si on ne souhaite pas pérenniser le projet dans ce lieu ou si on n'en a pas les moyens ?
3. Rouge-Cloître est déjà saturé du point de vue de la mobilité par beau temps.
4. Le risque le plus important est de familiariser la population à l'idée que l'on peut se baigner à Rouge-Cloître et que les baignades sauvages se multiplient (hors balises énumérées plus haut), dans n'importe quel étang, dès la moindre pointe de température, avec des crèmes solaires non bio et autres débordements non prévisibles et difficiles à éviter.... Tous ces désagréments à charge de la commune évidemment
5. De plus, de nombreux travaux vont avoir lieu dans les années qui viennent sur le site ce qui ne rend pas le projet aisé par ailleurs, indépendamment des contraintes liées à la biodiversité et à l'environnement.
6. Enfin, les acteurs internes à Bruxelles Environnement devraient se concerter car les gestionnaires du site et les porteurs du projet ne sont pas sur la même longueur d'ondes.

Bref, nous sommes en attente de complément d'information de la part de Bruxelles Environnement ...depuis un certain temps maintenant.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,  
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,  
(s) Christophe Magdalijs

POUR EXTRAIT CONFORME  
Auderghem, le 24 mai 2019

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre f.f.,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Christophe Magdalijs, *Voorzitter* ;  
Sophie de Vos, *Burgemeester d.d.* ;  
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Bruno Collard,  
Lieve Jorens, *Schepenen* ;  
Didier Gosuin, Isabelle Désir, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Jean-Claude Vitoux, Christian  
Grétry, Valérie Cops, Didier Molders, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine  
Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren,  
Nathalie Wyns, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu  
Pillois, *Gemeenteraadsleden* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

**Zitting van 04.04.19**

---

**#Onderwerp : Mondelinge vraag van de heer Matthieu Pillois (LB): Aankondiging van de Brusselse minister van Leefmilieu om een vijver van het Rood Klooster open te stellen voor zwemmers#**

---

Openbare zitting

**Secretariaat**

Op 1 maart kondigde de minister van Leefmilieu van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, na een onderzoek van de waterkwaliteit op verschillende plaatsen in Brussel, aan dat 6 vijvers, waaronder één van het Rood Klooster, in aanmerking zullen komen om 6 weekends in juli en augustus opengesteld te worden voor zwemmers.

De minister voert aan dat daar bij de Brusselaar veel vraag naar is en zij daaraan tegemoet wil komen. De minister voegt eraan toe dat ze er een erezaak van maakt om op een rationele en gecoördineerde manier te werk te gaan, om al het goede werk dat er voor de biodiversiteit is geleverd niet te schaden.

In de praktijk gaat het om een "test" in zes weekends in juli en augustus. Het is de bedoeling om elke locatie twee namiddagen op zaterdag en zondag open te stellen. Er moet wel gereserveerd worden. Dat zal wellicht via het internet en ter plaatse gebeuren om het aantal zwemmers te beperken.

Ik ben hoe dan ook verbaasd over dit bericht in de pers, aangezien het gebied van het Rood Klooster deel uitmaakt van een Natura 2000-gebied. De vijvers van het Rood Klooster zijn een geliefd toevluchtsoord voor een aantal watervogels die hun drijvende nesten vastmaken aan dode takken en bomen die in het water zijn gevallen. De vijvers van het Rood Klooster zijn belangrijke broedplaatsen voor verschillende beschermde amfibiesoorten, zoals de bruine kikker, de gewone pad, de alpenwatersalamander, enz. Er komen ook veel vissen voor, waaronder de zeldzame bittervoorn.

Naast de mogelijke gevolgen voor fauna en flora maak ik me ook zorgen over de gevolgen van een dergelijk project voor de mobiliteit in en rond het gebied. We weten allemaal dat het gebied van het Rood Klooster moeilijk bereikbaar is met het openbaar vervoer en niet genoeg parkeerplaatsen heeft voor een groot aantal zwemmers.

Hoewel ik het interessant vind om na te denken over het openstellen van bepaalde Brusselse vijvers voor zwemmers, zijn er naar mijn mening nog verschillende vraagtekens in dit dossier, waarover ik verschillende vragen heb voor het College:

Is het college op de hoogte gebracht van de plannen van de minister van Leefmilieu?

Werden de gemeentebesturen op voorhand geraadpleegd? Zo nee, wordt er sinds de berichten in de pers overleg gepleegd? Zo ja, wat zijn de eerste bevindingen?

Wat is het standpunt van het College over dit voorstel? Welke uitdagingen en beperkingen hebben de

gemeentebesturen vastgesteld in verband met dit idee, en wat zijn de mogelijke oplossingen?

Ik dank u voor uw antwoord.

Matthieu Pillois

Gemeenteraadslid

Lijst van de Burgemeester DéFI

• **Antwoord van mevrouw De Vos, waarnemend burgemeester**

Begin februari hebben wij een e-mail ontvangen, waarin wij op de hoogte werden gebracht van een lopend project "in samenwerking met het BIM en met betrekking tot zwemmen in openlucht op verschillende locaties in het Brussels Gewest", maar verder hebben wij niets (meer) vernomen vóór de berichten in de media. Wij wachten bovendien nog steeds op een officiële aanvraag van het kabinet van de minister.

Na de berichten in de pers heb ik contact opgenomen met de organisatoren en op 11 maart zijn zij hun project komen toelichten.

Het gaat om een project dat al 2 jaar loopt en er is gekomen op vraag van de burgers. Zwemmen in openlucht is een sportieve en sociale activiteit voor mensen van alle leeftijden en achtergronden. Bovendien kan er op dit moment nergens in Brussel in openlucht gezwommen worden.

In een eerste fase werd de waterkwaliteit op verschillende locaties gecontroleerd. Voor 5 locaties bleek die goed genoeg:

Neerpede (Anderlecht), COOVI, Terlinden, Ter Kamerenbos en vijver 3 bij RK.

In een volgende fase zouden er testdagen georganiseerd worden om te bekijken wat de Brusselaar precies zou willen en wat de gevolgen/moeilijkheden/aandachtspunten (mobiliteit, milieu, enz.) zijn.

In RK:

Het zou gaan om 50 zwemmers die zich gratis inschrijven en op hetzelfde moment zouden zwemmen.

In vijver 3 zijn er geen nesten van meerkoeten (drijvende nesten), en er zou gratis "biologische" zonnecrème uitgedeeld worden.

Er zou een ponton van zo'n tien meter geplaatst worden, zodat er ver van de oever in en uit het water gegaan wordt.

Redders, kleedhokjes, vuilnisbakken, toiletten enz. zouden gratis ter beschikking gesteld, geplaatst en weer verwijderd worden.

De vissen in de vijvers zijn voornamelijk karpers (voor hengelsport). Voor de testdagen lijkt alles voorzien (behalve de financiering!)

Wij zijn zeer sceptisch over deze tests en wel om deze redenen:

1. De organisatoren (pool is cool) lijken er niet zeker van te zijn dat ze op dit moment over de nodige fondsen beschikken
2. Wat voor zin heeft het om ergens een test te houden als men het project daar niet wil voortzetten of niet over de middelen beschikt?
3. RK is op het vlak van mobiliteit nu al verzadigd bij goed weer.
4. Het belangrijkste risico als je de bevolking vertrouwd maakt met het idee dat er in het RK gezwommen kan worden, is dat het risico op wildzwemmen (buiten bovengenoemde zones) toeneemt, in alle vijvers en bij de minste verhoging van de temperatuur, met niet-biologische zonnecrème en andere onvoorspelbare en moeilijk te vermijden neveneffecten... En de kosten daarvoor zouden uiteraard voor de gemeente zijn.
5. Bovendien zal er de komende jaren veel gewerkt worden in het gebied, wat het project ook niet ten goede komt, los van de bezwaren op het vlak van biodiversiteit en leefmilieu.
6. Tot slot moeten de actoren binnen het BIM overleg plegen, aangezien de beheerders van de site en de projectleiders niet op dezelfde golflengte zitten.

Kortom, we wachten nog op meer informatie van het BIM... al een hele tijd.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,  
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,  
(g) Christophe Magdalijs

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT  
Oudergem, 24 mei 2019

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester d.d.,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Christophe Magdalijs, *Président* ;  
Sophie de Vos, *Bourgmestre f.f.* ;  
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Bruno Collard,  
Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;  
Didier Gosuin, Isabelle Désir, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Jean-Claude Vitoux, Christian  
Grétry, Valérie Cops, Didier Molders, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine  
Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren,  
Nathalie Wyns, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu  
Pillois, *Conseillers communaux* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

**Séance du 04.04.19**

---

**#Objet : Question orale de Monsieur Jeremy Van Gorp et de Madame Martine Maelschalck (MR-OpenVLD), à propos de l'installation de lieux de baignade en plein air#**

---

Séance publique

**Secrétariat**

Monsieur le Président du Conseil,  
Chers Collègues,

La presse nous a appris (L'Echo du 2 mars 2019, et autres sources) que la ministre bruxelloise de l'Environnement Céline Frémault envisageait de tester six points d'eau de la Région pour en faire des lieux de baignade.

Et parmi ces lieux, figurent un étang du Rouge-Cloître à Auderghem et l'étang des Pêcheries, à la limite avec Watermael-Boitsfort.

Tout cela part certainement d'une bonne intention (et n'a probablement aucun rapport avec la proximité des élections). Reste que l'on peut s'interroger sur l'opportunité - les premières ouvertures devraient avoir lieu seulement quelques week-ends par an, ce qui n'apporterait pas une véritable solution au manque de points d'eau de baignade à Bruxelles en période de canicule- et sur la faisabilité de ce projet. Nous attendons par exemple avec impatience les réactions des amis de la nature, de la faune, de la flore ou... du silence.

En ce qui concerne plus spécifiquement Auderghem, voici nos questions :

1. La commune a-t-elle été consultée dans la préparation du projet ?
2. Si oui, quelle a été la réponse de la commune ?
3. Est-il judicieux d'envisager de se baigner dans les étangs du Rouge-Cloître qui viennent de faire l'actualité en raison d'une pollution aux hydrocarbures ?
4. Au cas où le projet venait à se concrétiser, pouvez-vous nous confirmer que la commune modifiera bien son règlement général de police qui stipule, au chapitre III, section 3, article 20, qu'il « est interdit de se baigner dans les rivières, ruisseaux, canaux, étangs, bassins, fontaines, d'y baigner des animaux ainsi que d'y jeter, d'y laver ou d'y tremper quoi que ce soit » ?

Merci de vos réponses.

Jérémy Van Gorp et Martine Maelschalck, conseillers communaux MR-Open VLD

**• Réponse de Madame Sophie de Vos, Bourgmestre f.f**

Nous avons reçu un mail début février nous informant d'un projet en cours « en collaboration avec l'IBGE et concernant la baignade en plein air envisagée dans divers lieux en Région bruxelloise » mais nous n'avons pas été (re)contactés avant les sorties presse. Nous attendons toujours d'ailleurs une demande officielle du cabinet de la ministre.

Suite à ces sorties presse j'ai contacté les organisateurs et ils sont venus expliquer leur projet le 11 mars dernier.

Il s'agit d'un projet qui remonterait à 2 ans et qui proviendrait d'une demande citoyenne. La baignade en plein air est une activité sportive mais aussi sociale pour les personnes de tous âges et de tous milieux. Cependant, la natation en plein air n'existe nulle part à ce stade à BXL.

La première étape a été de vérifier la qualité des eaux des différents lieux. 5 sites s'en sont sortis suffisamment propres:

Pede (Anderlecht), Ceria, Pêcheries, Bois de la Cambre et l'étang n°3 à Rouge-Cloître.

L'étape suivante serait d'organiser des journées tests pour évaluer le réel souhait des citoyens et les impacts/difficultés/points d'attention divers (mobilité, environnementaux, etc).

A Rouge-Cloître :

Il s'agirait d'une cinquantaine de baigneurs autorisés en même temps et sur inscription, le tout gratuit.

L'étang n°3 n'accueille pas de nids de foulques (nids flottants) et de la crème solaire « bio » serait distribuée gratuitement.

Un ponton d'une dizaine de mètres serait installé pour assurer une entrée/sortie de l'eau loin des berges.

Maîtres-nageurs, cabines, poubelles, WC's etc seraient fournis gratuitement, installés et enlevés.

Le poissons sont essentiellement des carpes (pêcheurs). Pour les tests tout semble prévu (sauf le financement !)

Nous sommes extrêmement sceptiques quant à l'opportunité de réaliser ces tests et ce pour plusieurs raisons :

1. Les organisateurs (pool is cool) n'ont pas l'air d'être certains d'avoir les subsides à l'heure actuelle
2. à quoi bon faire un test si on ne souhaite pas pérenniser le projet dans ce lieu ou si on n'en a pas les moyens ?
3. Rouge-Cloître est déjà saturé du point de vue de la mobilité par beau temps.
4. Le risque le plus important est de familiariser la population à l'idée que l'on peut se baigner à Rouge-Cloître et que les baignades sauvages se multiplient (hors balises énumérées plus haut), dans n'importe quel étang, dès la moindre pointe de température, avec des crèmes solaires non bio et autres débordements non prévisibles et difficiles à éviter.... Tous ces désagréments à charge de la commune évidemment
5. De plus, de nombreux travaux vont avoir lieu dans les années qui viennent sur le site ce qui ne rend pas le projet aisé par ailleurs, indépendamment des contraintes liées à la biodiversité et à l'environnement.
6. Enfin, les acteurs internes à Bruxelles Environnement devraient se concerter car les gestionnaires du site et les porteurs du projet ne sont pas sur la même longueur d'ondes.

Bref, nous sommes en attente de complément d'information de la part de Bruxelles Environnement ...depuis un certain temps maintenant.

Les baignades sont envisagées dans l'étang n°3, les hydrocarbures tombent dans les étangs n°1 et n°2 (un peu).

Le Conseil prend acte.



AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,  
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,  
(s) Christophe Magdalijs

POUR EXTRAIT CONFORME  
Auderghem, le 24 mai 2019

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre f.f.,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Christophe Magdalijs, *Voorzitter* ;  
Sophie de Vos, *Burgemeester d.d.* ;  
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Bruno Collard,  
Lieve Jorens, *Schepenen* ;  
Didier Gosuin, Isabelle Désir, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Jean-Claude Vitoux, Christian  
Grétry, Valérie Cops, Didier Molders, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine  
Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren,  
Nathalie Wyns, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu  
Pillois, *Gemeenteraadsleden* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

**Zitting van 04.04.19**

---

**#Onderwerp : Mondelinge vraag van de heer Jeremy Van Gorp en mevrouw Martine Maelschalck  
(MR-OpenVLD) over het openstellen van locaties voor zwemmen in openlucht#**

---

Openbare zitting

**Secretariaat**

Geachte heer voorzitter van de raad,

Geachte collega's,

Via de pers (L'Echo van 2 maart 2019 en andere bronnen) hebben wij vernomen dat de Brusselse minister van Leefmilieu Céline Fremault van plan is om op 6 locaties in het Gewest te testen of er zwemvijvers van gemaakt kunnen worden.

Bij die locaties zijn ook een vijver van het Rood Klooster in Oudergem en de Terlindenvijver op de grens met Watermaal-Bosvoorde.

Dit gebeurt allemaal ongetwijfeld met de beste bedoelingen (en heeft vast niets te maken met de verkiezingen die eraan komen). Wij kunnen ons wel afvragen of het project wel de moeite loont - in een eerste fase zouden de locaties slechts enkele weekends per jaar worden opengesteld, wat niet echt een oplossing is voor het gebrek aan zwemlocaties in Brussel op warme dagen - en haalbaar is. Wij wachten bijvoorbeeld ongeduldig op de reacties van vrienden van de natuur, fauna, flora of... stilte.

Wat Oudergem concreet betreft, hebben wij de volgende vragen:

1. Werd de gemeente geraadpleegd bij de voorbereiding van het project?
2. Zo ja, hoe heeft de gemeente daarop gereageerd?
3. Is het verstandig om zwemmen in de vijvers van het Rood Klooster te overwegen, gezien de vervuiling met koolwaterstoffen die er onlangs werd vastgesteld?
4. Als het project toch doorgaat, kunt u dan bevestigen dat de gemeente haar algemeen politiereglement zal wijzigen, waarin in Hoofdstuk III, Afdeling 3, Artikel 20, staat: "*Het is verboden te baden in rivieren, kanalen, vijvers, bekkens, fonteinen, er dieren in te laten baden of er eender wat in te gooien, te wassen of onder te dompelen*"?

Bedankt voor uw antwoorden.

Jérémy Van Gorp en Martine Maelschalck, gemeenteraadsleden voor MR-Open VLD

**• Antwoord van mevrouw De Vos, waarnemend burgemeester**

Begin februari hebben wij een e-mail ontvangen, waarin wij op de hoogte werden gebracht van een lopend project "in samenwerking met het BIM en met betrekking tot zwemmen in openlucht op verschillende locaties in het Brussels Gewest", maar verder hebben wij niets (meer) vernomen vóór de berichten in de media. Wij wachten bovendien nog steeds op een officiële aanvraag van het kabinet van de minister.

Na de berichten in de pers heb ik contact opgenomen met de organisatoren en op 11 maart zijn zij hun project komen toelichten.

Het gaat om een project dat al 2 jaar loopt en er is gekomen op vraag van de burgers. Zwemmen in openlucht is een sportieve en sociale activiteit voor mensen van alle leeftijden en achtergronden. Bovendien kan er op dit moment nergens in Brussel in openlucht gezwommen worden.

In een eerste fase werd de waterkwaliteit op verschillende locaties gecontroleerd. Voor 5 locaties bleek die goed genoeg:

Neerpede (Anderlecht), COOVI, Terlinden, Ter Kamerenbos en vijver 3 bij RK.

In een volgende fase zouden er testdagen georganiseerd worden om te bekijken wat de Brusselaar precies zou willen en wat de gevolgen/moeilijkheden/aandachtspunten (mobiliteit, milieu, enz.) zijn.

In RK:

Het zou gaan om 50 zwemmers die zich gratis inschrijven en op hetzelfde moment zouden zwemmen.

In vijver 3 zijn er geen nesten van meerkoeten (drijvende nesten), en er zou gratis "biologische" zonnecrème uitgedeeld worden.

Er zou een ponton van zo'n tien meter geplaatst worden, zodat er ver van de oever in en uit het water gegaan wordt.

Redders, kleedhokjes, vuilnisbakken, toiletten enz. zouden gratis ter beschikking gesteld, geplaatst en weer verwijderd worden.

De vissen in de vijvers zijn voornamelijk karpers (voor hengelsport). Voor de testdagen lijkt alles voorzien (behalve de financiering!)

Wij zijn zeer sceptisch over deze tests en wel om deze redenen:

1. De organisatoren (pool is cool) lijken er niet zeker van te zijn dat ze op dit moment over de nodige fondsen beschikken
2. Wat voor zin heeft het om ergens een test te houden als men het project daar niet wil voortzetten of niet over de middelen beschikt?
3. RK is op het vlak van mobiliteit nu al verzadigd bij goed weer.
4. Het belangrijkste risico als je de bevolking vertrouwd maakt met het idee dat er in het RK gezwommen kan worden, is dat het risico op wildzwemmen (buiten bovengenoemde zones) toeneemt, in alle vijvers en bij de minste verhoging van de temperatuur, met niet-biologische zonnecrème en andere onvoorspelbare en moeilijk te vermijden neveneffecten... En de kosten daarvoor zouden uiteraard voor de gemeente zijn.
5. Bovendien zal er de komende jaren veel gewerkt worden in het gebied, wat het project ook niet ten goede komt, los van de bezwaren op het vlak van biodiversiteit en leefmilieu.
6. Tot slot moeten de actoren binnen het BIM overleg plegen, aangezien de beheerders van de site en de projectleiders niet op dezelfde golflengte zitten.

Kortom, we wachten nog op meer informatie van het BIM... al een hele tijd.

Het zwemmen zou in vijver 3 zijn, de koolwaterstoffen werden (in geringe mate) aangetroffen in vijvers 1 en 2

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,  
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,  
(g) Christophe Magdalijs

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT  
Oudergem, 24 mei 2019

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester d.d.,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Christophe Magdalijs, *Président* ;  
Sophie de Vos, *Bourgmestre f.f.* ;  
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Bruno Collard,  
Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;  
Didier Gosuin, Isabelle Désir, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Jean-Claude Vitoux, Christian  
Grétry, Valérie Cops, Didier Molders, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine  
Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren,  
Nathalie Wyns, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu  
Pillois, *Conseillers communaux* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

**Séance du 04.04.19**

---

**#Objet : Question orale de Monsieur Jeremy Van Gorp et de Madame Martine Maelschalck (MR-OpenVLD), à propos de la mention Parent 1 et 2#**

---

Séance publique

**Secrétariat**

Monsieur le Président du Conseil,  
Chers Collègues,

Une controverse survenue en France à propos de la manière de mentionner les responsables légaux d'un enfant sur les formulaires scolaires (la suggestion était « parent 1 – parent 2 ») a récemment rebondi en Belgique.

Nous lisons notamment dans la DH Bruxelles du 28 février (p.19) qu'à Woluwe-Saint-Pierre, l'échevine de la Petite Enfance avait pris l'initiative d'utiliser cette mention « parent 1 – parent 2 » sur des formulaires d'inscription en crèche.

Malgré son intention louable et compréhensible, nous constatons que l'appellation en elle-même ne reçoit pas l'approbation des personnes potentiellement concernées. Permettez-nous de saisir l'occasion de cette actualité pour faire le point sur la question à Auderghem.

1. Pouvez-vous nous confirmer qu'une telle initiative (modifier les termes usuels sur les formulaires d'inscription) n'a pas été prise à Auderghem?
2. Avez-vous déjà réfléchi à la meilleure façon de prendre en compte les réalités familiales diverses dans la manière de s'adresser aux responsables légaux d'un enfant ? Et si oui, quelles sont les pistes ?

Merci de vos réponses.

Jérémy Van Gorp et Martine Maelschalck, conseillers communaux MR-Open VLD

**• Réponse de Mesdames Elise Willame et Florence Couldrey, Echevines**

Chère Madame Maelschalck,

Cher Monsieur Jérémy Van Gorp, conseillers communaux MR-Open VLD,

Comme vous, nous avons lu dans la presse des articles dans la presse concernant la controverse Parents 1/ Parents 2.

Au niveau du Service Petite Enfance, les documents administratifs issus de notre commune d'Auderghem s'adressent déjà à un large éventail de famille. Actuellement, sur la première ligne, il est mentionné, Parents / Personne responsable de : « .. ». Juste en-dessous de deux colonnes. L'une consacrée à Madame, l'autre à Monsieur. Autrement dit, différents cas de figures sont pris en compte. Prochainement, les documents administratifs mentionneront : Parents de / Responsable de : « .... », suivi d'une première colonne Madame/Monsieur et d'une seconde colonne avec également Madame/Monsieur. De cette façon, les documents administratifs épousent l'ensemble de la diversité familiale.

Les formulaires d'inscriptions de nos quatre centres scolaire sont uniformisés et mentionnent les termes : Père – mère – tuteur et autre. Il s'agit de choix multiples pour les responsables de l'enfant qui remplissent le document.

Lors de diffusion d'autres avis de l'école, le terme : « chers parents » est utilisé systématiquement.

Les différents termes utilisés témoignent, selon nous, de la prise en compte par nos services de cette diversité des réalités familiales, nous restons bien entendu à l'écoute de toute adaptation en vue d'améliorer encore nos communications vers les parents

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,  
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,  
(s) Christophe Magdalijs

POUR EXTRAIT CONFORME  
Auderghem, le 24 mai 2019

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre f.f.,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Christophe Magdalijs, *Voorzitter* ;  
Sophie de Vos, *Burgemeester d.d.* ;  
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Bruno Collard, Lieve Jorens, *Schepenen* ;  
Didier Gosuin, Isabelle Désir, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Valérie Cops, Didier Molders, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Nathalie Wyns, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, *Gemeenteraadsleden* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

**Zitting van 04.04.19**

---

**#Onderwerp : Mondelinge vraag van de heer Jeremy Van Gorp en mevrouw Martine Maelschalck (MR-OpenVLD) over de vermelding "Ouder 1 en 2" #**

---

Openbare zitting

**Secretariaat**

Geachte heer voorzitter van de raad,

Geachte collega's,

De ophef in Frankrijk over de aanspreking van de wettelijke vertegenwoordigers van een kind op schoolformulieren (de suggestie was "ouder 1 - ouder 2") is onlangs naar België overgewaaid.

In de Brusselse editie van LDH van 28 februari (p. 19) lezen wij dat de schepen voor Jonge Kinderen in Sint-Pieters-Woluwe het initiatief heeft genomen om deze vermelding "ouder 1 - ouder 2" op het inschrijvingsformulier voor kinderdagverblijven te gebruiken.

Ondanks de lovenswaardige en begrijpelijke intentie, merken wij dat de aanspreking niet in goede aarde valt bij de mogelijke betrokkenen. Wij willen van deze gelegenheid gebruikmaken om een balans op te maken van de situatie in Oudergem.

1. Kunt u bevestigen dat zo'n initiatief (wijziging van de gebruikelijke termen op de inschrijvingsformulieren) in Oudergem niet is genomen?
2. Heeft u al nagedacht over de beste manier om bij de aanspreking van de wettelijke vertegenwoordigers van een kind rekening te houden met de realiteit van anders samengestelde gezinnen? En zo ja, wat zijn dan de opties?

Bedankt voor uw antwoorden.

Jérémy Van Gorp en Martine Maelschalck, gemeenteraadsleden voor MR-Open VLD

**• Antwoord van mevrouw Elise Willame en mevrouw Florence Couldrey, schepenen**

Geachte mevrouw Maelschalck,

Geachte heer Jérémy Van Gorp, gemeenteraadsleden voor MR-Open VLD,

Net als u hebben wij de berichten in de media gelezen over de ophef rond Ouder 1/ Ouder 2.

In de administratieve documenten van de dienst Jonge Kinderen van onze gemeente Oudergem wordt reeds rekening gehouden met zoveel mogelijk gezinsvormen. Op dit moment luidt de eerste regel:

Ouders/Vertegenwoordiger van "...". Net onder twee kolommen. Eén voor Mevrouw, een andere voor Mijnheer. Er wordt met andere woorden rekening gehouden met verschillende situaties. Binnenkort zullen de administratieve documenten als volgt gaan: Ouders/Vertegenwoordiger van "...", gevolgd door een eerste kolom Mijnheer/Mevrouw en een tweede kolom met eveneens Mijnheer/Mevrouw. Op die manier omvatten de administratieve documenten alle verschillende gezinsvormen.

De inschrijvingsformulieren van onze vier scholencentra zijn gestandaardiseerd en gebruiken de termen: vader - moeder - voogd en andere. Dit geeft de vertegenwoordiger van het kind die het document invult meerdere keuzes.

Bij andere schoolcommunicatie wordt systematisch "Geachte ouders" gebruikt.

De verschillende termen die gebruikt worden, bewijzen volgens ons dat onze diensten rekening houden met alle verschillende gezinssamenstellingen. Wij blijven uiteraard openstaan voor alle suggesties om onze communicatie met de ouders verder te verbeteren.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,  
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,  
(g) Christophe Magdalijs

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT  
Oudergem, 24 mei 2019

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester d.d.,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos



Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Christophe Magdalijs, *Président* ;  
Sophie de Vos, *Bourgmestre f.f.* ;  
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Bruno Collard,  
Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;  
Didier Gosuin, Isabelle Désir, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Jean-Claude Vitoux, Christian  
Grétry, Valérie Cops, Didier Molders, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine  
Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren,  
Nathalie Wyns, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu  
Pillois, *Conseillers communaux* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

**Séance du 04.04.19**

---

**#Objet : Question orale de Monsieur Jeremy Van Gorp et de Madame Martine Maelschalck (MR-OpenVLD), à propos du terminus de bus Noctis à Herrmann-Debroux#**

---

Séance publique

**Secrétariat**

Monsieur le Président du Conseil,  
Chers Collègues,

Permettez-nous de vous faire part d'une question d'ordre sanitaire.

Tous les vendredis et samedis, les bus de nuit Noctis roulent entre minuit et 3h du matin.

Sept bus ont leur terminus à Herrmann-Debroux entre 00h30 et 03h20, soit 14 véhicules par weekend.

A cette période de la nuit, la station Herrmann-Debroux est fermée et aucun sanitaire n'est installé au terminus. Les solutions proposées par la STIB (appeler une patrouille Security pour ouvrir la station de métro ou poursuivre la route jusqu'au Transvaal) ne sont apparemment pas appliquées car peu applicables.

Les chauffeurs sont donc contraints d'uriner là où ils le peuvent, en l'occurrence à l'entrée du sentier menant au Clos des Pommiers Fleuris. Or, vous ne l'ignorez pas, le Règlement général de Police prévoit, au chapitre III, section 1, article 13 - pardonnez-nous, nous citons - que : « *Il est interdit d'uriner ou de déféquer sur l'espace public, les galeries et passages établis sur assiette privée, accessibles au public, ailleurs que dans les lieux destinés à cet effet.* »

Malgré plusieurs plaintes du voisinage auprès de la STIB, la situation n'a pas évolué depuis le lancement du réseau Noctis en avril 2007.

Nos questions sont les suivantes :

1. La commune a-t-elle déjà eu écho de ces plaintes ?
2. Des mesures ont-elles été prises ?
3. La commune a-t-elle déjà demandé à la STIB de trouver une solution réaliste ?
4. Est-il envisageable d'installer un WC « public » payant comme cela se fait ailleurs (terminus Wiener à Watermael-Boitsfort ou Sainte-Anne par exemple) en collaboration avec la STIB (avec accès gratuit par badge pour les chauffeurs) ?

Nous croyons par ailleurs savoir qu'Ecolo était favorable à l'installation de toilettes publiques sur le territoire de la commune.

Merci de vos réponses.

Jérémy Van Gorp et Martine Maelschalck, conseillers communaux MR-Open VLD

• **Réponse de Monsieur Bruno Collard, Echevin**

1. La commune n'a jamais eu écho de telles plaintes
2. Dès lors, aucune mesure n'a pu être prise.
3. Un courrier en ce sens a été adressé au Directeur général de la STIB en début de semaine.
4. Le programme de législature parle de toilettes publiques à installer en espace public communal : « Les espaces publics, en particulier les places et plaines de jeux, seront progressivement équipés de toilettes publiques et d'un accès permanent à l'eau potable.... ». Ici, nous sommes en espace public régional et estimons qu'il ne nous revient pas d'intervenir.

Une fois en possession de la réponse de la Stib, nous aviserons et contacterons si nécessaire l'Administration régionale.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,  
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,  
(s) Christophe Magdalijs

POUR EXTRAIT CONFORME  
Auderghem, le 24 mai 2019

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre f.f.,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Christophe Magdalijs, *Voorzitter* ;  
Sophie de Vos, *Burgemeester d.d.* ;  
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Bruno Collard,  
Lieve Jorens, *Schepenen* ;  
Didier Gosuin, Isabelle Désir, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Jean-Claude Vitoux, Christian  
Grétry, Valérie Cops, Didier Molders, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine  
Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren,  
Nathalie Wyns, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu  
Pillois, *Gemeenteraadsleden* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

**Zitting van 04.04.19**

---

**#Onderwerp : Mondelinge vraag van de heer Jeremy Van Gorp en mevrouw Martine Maelschalck  
(MR-OpenVLD) met betrekking tot de eindhalte van de nachtbus aan Herrmann-Debroux#**

---

Openbare zitting

**Secretariaat**

Geachte heer voorzitter van de raad,

Geachte collega's,

Wij willen het met u eens over het sanitair hebben.

Elke vrijdag en zaterdag rijden de Noctis-nachtbussen tussen middernacht en 3 uur 's nachts.

Zeven bussen hebben hun eindhalte aan Herrmann-Debroux tussen 00.30 uur en 03.20 uur, of 14 voertuigen per weekend.

Op dat moment is het station Herrmann-Debroux gesloten, en er zijn geen sanitaire voorzieningen aan de eindhalte. De door de MIVB voorgestelde oplossingen (een Security-patrouille bellen om het metrostation te openen of doorrijden tot Transvaal) worden blijkbaar niet toegepast omdat ze niet erg uitvoerbaar zijn.

De chauffeurs worden dan ook gedwongen om te plassen waar ze kunnen, in dit geval aan het begin van het pad dat naar de Appelbloesemgaarde leidt. Zoals u wel weet, staat in het Algemeen Politierglement in Hoofdstuk III, Afdeling 1, Artikel 13 - en wij citeren: "Het is verboden te urineren of zijn behoeften te doen in de openbare ruimte of in galerijen en passages op privé-terrein die voor het publiek toegankelijk zijn, behalve in de daartoe bestemde plaatsen."

Ondanks verschillende klachten van buurtbewoners bij de MIVB is de situatie niet veranderd sinds de start van het Noctis-net in april 2007.

Vandaar de volgende vragen:

1. Zijn deze klachten de gemeente al ter ore gekomen?
2. Werden er maatregelen genomen?
3. Heeft de gemeente de MIVB al gevraagd om een realistische oplossing te zoeken?
4. Is het mogelijk om in samenwerking met de MIVB een betalend "openbaar" toilet te plaatsen (met gratis toegang met badge voor chauffeurs), zoals elders is gebeurd (eindhalte Wiener in Watermaal-Bosvoorde of Sint-Anna bijvoorbeeld)?

We begrijpen ook dat Ecolo voorstander was om openbare toiletten te installeren op het grondgebied van de gemeente.

Dank voor uw antwoord.

Jérémy Van Gorp en Martine Maelschalck, gemeenteraadsleden voor MR-Open VLD

• **Antwoord van de heer Bruno Collard, schepen**

1. De gemeente heeft die klachten nog niet gehoord.
2. Bijgevolg kon er geen actie worden ondernomen.
3. Begin deze week is hierover een schrijven gericht aan de directeur-generaal van de MIVB.
4. De algemene beleidsverklaring vermeldt de plaatsing van openbare toiletten in de openbare ruimte van de gemeente: "...(zullen) de openbare ruimten en in het bijzonder parken en speeltuinen geleidelijk worden uitgerust met openbare toiletten en zal de permanente toegang tot drinkwater..." Hier gaat het om gewestelijke openbare ruimte en wij zijn van mening dat het niet aan ons is om in te grijpen.

Zodra wij een antwoord van de MIVB hebben ontvangen, zullen wij dit melden en indien nodig contact opnemen met het gewestelijk bestuur.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,  
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,  
(g) Christophe Magdalijs

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT  
Oudergem, 24 mei 2019

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester d.d.,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Christophe Magdalijs, *Président* ;  
Sophie de Vos, *Bourgmestre f.f.* ;  
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Bruno Collard,  
Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;  
Didier Gosuin, Isabelle Désir, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Jean-Claude Vitoux, Christian  
Grétry, Valérie Cops, Didier Molders, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine  
Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren,  
Nathalie Wyns, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu  
Pillois, *Conseillers communaux* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

**Séance du 04.04.19**

---

**#Objet : Question orale de Monsieur Jeremy Van Gorp et de Madame Martine Maelschalck (MR-OpenVLD), à propos de l'utilisation des images de vidéosurveillance de la STIB#**

---

Séance publique

**Secrétariat**

Monsieur le Président du Conseil,  
Chers Collègues,

A une question posée lors du Conseil de Police du 18 mars 2019, le Chef de corps m'a indiqué que les caméras de vidéosurveillance des stations de métro de la STIB n'étaient toujours pas reliées en direct avec le commissariat de police des Tritomas. « Ce n'est pourtant pas faute de demander », a-t-il indiqué en substance. Il a également fait de son intention de revenir à la charge. Pour mémoire, c'est dans la foulée des attentats de Bruxelles qui ont fait 32 morts il y a trois ans qu'une telle liaison s'est révélée évidente.

Par ailleurs, lors du même Conseil de Police, nous avons appris que les vols de vélos, en hausse dans toute la zone, avaient particulièrement lieu sur la voie publique à Auderghem et Watermael-Boitsfort. Or, les abords des stations de transports en commun sont notamment un lieu où l'on gare -et donc, potentiellement, où l'on vole - beaucoup de vélos.

Ma question est la suivante :

- Quelle instance est à l'origine de la réticence à utiliser les images de vidéosurveillance de la STIB et pourquoi ?

Merci d'avance pour votre réponse.

Jérémy Van Gorp et Martine Maelschalck, conseillers communaux MR-Open VLD

- **Réponse de Madame de Vos, Bourgmestre f.f.**

Annoncée en 2012 par la ministre de l'Intérieur de l'époque, la mise à disposition des images de la STIB n'a pas encore été concrétisée. Cette annonce faisait suite au décès d'un superviseur de la STIB cette année-là. Une loi a bien été adoptée dont le texte donne aux services de police un accès gratuit et libre aux images des caméras de surveillance des sociétés de transport en commun ainsi que de certains lieux stratégiques mais l'arrêté royal d'exécution n'ai jamais vu le jour, et ce malgré de nombreux rappels (Le dernier courrier à Jambon date du 9 juillet 2018 et toujours resté sans réponse).

En 2015, le ministre-président Rudi Vervoort déclarait dans la DH du 15/12/2015 que « le système n'est pas encore opérationnel car il attend toujours un arrêté d'exécution émanant du ministère de l'intérieur ».

En 2018, à nouveau interpellé sur le sujet, le ministre-président réitérait son attente de l'arrêté d'exécution autant qu'un avis de la commission sur la vie privée demandé un an plus tôt.

Notre bourgmestre empêché DG a lui même toujours été attentif à ce sujet et a écrit à RV en 2018 pour demander où en était le dossier et accélérer sa mise en œuvre. Ce courrier a mené à l'adoption par le GRBC d'une note spécifique sur la vidéosurveillance.

Il faut savoir qu'en matière de sécurité et plus particulièrement en matière de vidéoprotection, la Région ne dispose d'aucune compétence législative ou réglementaire pour permettre la transmission des données. L'autorité fédérale reste la seule habilitée à adapter le cadre de référence.

Tel qu'indiqué, dans le cas spécifique de la problématique de l'accès aux images dans les transports en commun, la loi du 3 août 2012 stipule que les sociétés de transports en commun doivent transmettre leurs images de vidéo protection aux zones de polices locales. Cette loi devait s'accompagner d'un arrêté d'exécution qui n'a jamais été pris par le fédéral comme dit plus haut.

Au niveau bruxellois, l'ordonnance BPS, approuvée par le Parlement fin 2018 apporte une solution technique de mutualisation et de stockage des données (et non de transmission) et va définir de manière précise la question du responsable du traitement de données à travers des protocoles de collaboration qui doivent maintenant être signée entre la STIB et les zones de police pour le partage des images.

Il faut donc en passer par la lourdeur d'une procédure régie par des protocoles d'accords multiples et successifs pour obtenir enfin une transmission directe des données entre zones de Police bruxelloises, alors que si l'arrêté d'exécution de la loi caméra avait été pris, cela n'aurait pas été nécessaire.

Mais concrètement, cela ne règle pas le problème des images dans les gares snbc (ex DELTA) qui relèvent de la police des chemins de fer (donc du fédéral) et pour lesquelles l'Arrêté d'exécution manquant n'est pas « solutionné » par l'ordonnance BPS.

En conclusion, malgré l'adhésion de notre zone à la plate-forme régionale de vidéoprotection en 2016, plus de trois ans après les attentats dans le métro bruxellois, aucune image de la STIB n'est encore visionnable en temps réel au sein de notre dispatching même si cela ne saurait maintenant plus tarder vu la solution apportée par l'ordonnance via des conventions à passer entre la STIB et les zones de police.

Le Conseil prend acte.

#### AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,  
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,  
(s) Christophe Magdalijns

#### POUR EXTRAIT CONFORME

Auderghem, le 24 mai 2019

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre f.f.,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Christophe Magdalijs, *Voorzitter* ;  
Sophie de Vos, *Burgemeester d.d.* ;  
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Bruno Collard,  
Lieve Jorens, *Schepenen* ;  
Didier Gosuin, Isabelle Désir, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Jean-Claude Vitoux, Christian  
Grétry, Valérie Cops, Didier Molders, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine  
Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren,  
Nathalie Wyns, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu  
Pillois, *Gemeenteraadsleden* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

**Zitting van 04.04.19**

---

**#Onderwerp : Mondelinge vraag van de heer Jeremy Van Gorp en mevrouw Martine Maelschalck  
(MR-OpenVLD) over het gebruik van de beelden van de videobewaking van de MIVB#**

---

Openbare zitting

**Secretariaat**

Geachte heer voorzitter van de raad,  
Geachte collega's,

In antwoord op een vraag van de politieraad van 18 maart 2019 deelde de korpschef mij mee dat er nog steeds geen rechtstreekse verbinding is tussen de videobewakingscamera's van de MIVB-metrostations en het politiecommissariaat Tritomas. "Niet dat er geen vraag naar is", zei hij in feite. Hij maakte ook duidelijk dat hij erop zal blijven hameren. Ter herinnering, het was in de nasleep van de aanslagen in Brussel, die drie jaar geleden 32 mensen het leven kostten, dat duidelijk werd dat zo'n verbinding nodig was.

Bovendien hebben wij op dezelfde politieraad vernomen dat in de hele zone meer fietsen worden gestolen, waarbij de meeste diefstallen gebeuren op de openbare weg in Oudergem en Watermaal-Bosvoorde. De omgeving van openbare vervoerstations is dan ook een plek waar veel fietsen worden gestald - en dus mogelijk gestolen.

Mijn vraag is deze:

- Welke instantie is verantwoordelijk voor de terughoudendheid om de videobewakingsbeelden van de MIVB te gebruiken en waarom?

Alvast bedankt voor uw antwoord.

Jérémy Van Gorp en Martine Maelschalck, gemeenteraadsleden voor MR-Open VLD

- **Antwoord van mevrouw de Vos, waarnemend burgemeester**

Hoewel het delen van de MIVB-beelden al in 2012 werd aangekondigd door de toenmalige minister van Binnenlandse Zaken, werd het in de praktijk nog niet gerealiseerd. De aankondiging volgde op het overlijden van een MIVB-begeleider dat jaar. Er is inderdaad een wet goedgekeurd die de politiediensten vrij toegang geeft tot de beelden van de bewakingscamera's van de openbare vervoersmaatschappijen en bepaalde strategische locaties, maar het koninklijk uitvoeringsbesluit is er nooit gekomen, ondanks verschillende herinneringen (Op het laatste schrijven aan Jambon, op 9 juli 2018, is nog altijd geen antwoord gekomen).

In 2015 verklaarde minister-president Rudi Vervoort in LDH van 15/12/2015 dat "het systeem nog niet operationeel is, omdat er nog altijd wordt gewacht op een uitvoeringsbesluit van het ministerie van Binnenlandse Zaken."

In 2018 herhaalde de minister-president, toen hem hier opnieuw naar werd gevraagd, dat hij nog altijd wachtte op het uitvoeringsbesluit en een advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer dat hij een jaar eerder had gevraagd.

Onze verhinderd burgemeester DG heeft dit dossier altijd van dichtbij opgevolgd en heeft in 2018 in een schrijven aan RV gevraagd naar de stand van zaken en verzocht om de uitvoering ervan te bespoedigen. Dit schrijven heeft geleid tot de goedkeuring door de RBHG van een specifieke nota over videobewaking.

Er dient opgemerkt dat het Gewest op het vlak van veiligheid en meer bepaald op het vlak van videobeveiliging geen enkele wettelijke of reglementaire bevoegdheid heeft om de overdracht van gegevens toe te staan. De federale overheid blijft als enige bevoegd om het referentiekader aan te passen.

Voor het specifieke probleem met de toegang tot de beelden van het openbaar vervoer bepaalt de wet van 3 augustus 2012, zoals vermeld, dat de openbare vervoersmaatschappijen hun bewakingsbeelden moeten overdragen aan de lokale politiediensten. Deze wet moest vergezeld gaan van een uitvoeringsbesluit, dat zoals hierboven aangehaald nooit door de federale regering is genomen.

Op Brussels niveau biedt de BPV-ordonnantie, die eind 2018 door het Parlement werd goedgekeurd, een technische oplossing voor het delen en opslaan van gegevens (niet voor het overdragen ervan), en zal ze nauwkeurig definiëren wie verantwoordelijk is voor de verwerking van de gegevens, door samenwerkingsprotocollen die nu ondertekend moeten worden door de MIVB en de politiezones voor het delen van beelden.

Men moet dus een logge procedure van meerdere en opeenvolgende overeenkomstprotocollen doorploeteren om uiteindelijk te komen tot een rechtstreekse overdracht van gegevens tussen de Brusselse politiezones, terwijl dit niet nodig was geweest, als het uitvoeringsbesluit van de wet betreffende de videobewaking was aangenomen.

Maar in de praktijk is dit geen oplossing voor het probleem met beelden in stations van de NMBS (bv. DELTA), die onder de bevoegdheid van de spoorwegpolitie (en dus van de federale overheid) vallen en waarvoor het ontbrekende uitvoeringsbesluit niet door de BPV-ordonnantie wordt "opgelost".

Conclusie: ondanks de toetreding van onze zone in 2016 tot het gewestelijk videobewakingsplatform, is er meer dan drie jaar na de aanslagen in de Brusselse metro nog steeds geen enkel beeld van de MIVB in real time te zien in onze dispatching, ook al zou dit niet langer uitgesteld mogen worden door de oplossing die de ordonnantie biedt via overeenkomsten tussen de MIVB en de politiezones.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,  
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,  
(g) Christophe Magdalijs

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT

Oudergem, 24 mei 2019

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester d.d.,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos





Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Christophe Magdalijs, *Président* ;  
Sophie de Vos, *Bourgmestre f.f.* ;  
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Bruno Collard, Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;  
Didier Gosuin, Isabelle Désir, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Valérie Cops, Didier Molders, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Nathalie Wyns, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, *Conseillers communaux* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

**Séance du 04.04.19**

---

**#Objet : Question orale de Monsieur Jeremy Van Gorp et de Madame Martine Maelschalck (MR-OpenVLD), à propos du prochain départ de l'entreprise Odoo pour Louvain-la-Neuve#**

---

Séance publique

**Secrétariat**

Monsieur le Président du Conseil,  
Chers Collègues,

L'entreprise Odoo s'apprête à quitter la commune d'Auderghem pour aller s'installer à Louvain-la-Neuve., lit-on dans la presse du 22 mars dernier. L'entreprise est en fin de bail et souhaite élargir ses activités dans un espace plus grand, ce que nous pouvons comprendre.

Cela dit, ce départ est l'illustration d'une tendance plus large des entreprises à quitter la région bruxelloise, ce que je trouve regrettable, tant pour la vitalité des quartiers et de communes que pour le dynamisme économique et l'emploi dans la Région.

Il me revient par ailleurs que la présence d'Odoo était mal vécue par les riverains, notamment pour des raisons de disponibilité de parking. Il me semble cependant qu'Odoo avait un accord avec le Carrefour, mais soit. Le sentiment global était que ce départ ne chagrinerait personne dans le quartier, sentiment qui semblait d'ailleurs partagé par Monsieur le Président du Conseil communal.

Mes questions sont les suivantes :

- Quand une entreprise de belle taille décide de s'installer à Auderghem, est-elle systématiquement contactée et accueillie par les autorités communales ?
- Les questions de mobilité sont-elles abordées ?
- Pourquoi ne pas conclure des plans de déplacement et de stationnement avec ces entreprises ?
- Avez-vous été contactés par Odoo avant sa décision de quitter la commune ?
- Avez-vous pris contact avec Odoo après avoir appris leur décision ?

Merci d'avance pour votre réponse.

Jérémy Van Gorp et Martine Maelschalck, conseillers communaux MR-Open VLD

- **Réponse de Madame Elise Willame, Echevine**

Monsieur Van Gorp,

Je vous remercie pour votre question.

Odoo est une entreprise qui développe un logiciel proposant une large gamme d'applications destinées aux entreprises (comptabilité, ressources humaines, facturations,..). L'une de ses équipes, composées de 80 personnes se situe avenue Van Nieuwenhuyse numéro 6.

Ces locaux de 1.500 m2 sont actuellement loués à Confinimo.

L'objectif de la société Odoo est d'augmenter les membres de cette équipe à 100 personnes pour fin 2019 et à 150 d'ici 2021.

La société a entamé des recherches afin de trouver d'autres espaces de travail plus grand à Bruxelles mais sans faire appel à Citydev ou à Hub Brussels.

Leur souhait est de rassembler leurs activités à coté de Bruxelles, leur siège principal se trouvant à Grand Rosière.

J'aimerais rappeler ici le principe de liberté dont jouissent les sociétés quant à l'installation de leur siège d'exploitation. En effet, on ne peut empêcher une entreprise de sortir de Bruxelles si telle est sa décision.

De plus, les matières économiques et industrielles sont une compétence la région, le Ministre de l'Economie à Bruxelles a déjà répondu à de nombreuses questions à ce sujet venant d'ailleurs de votre groupe.

Pour ce qui est de la mobilité des entreprises, il s'agit d'une prérogative qui leur est propre. Les entreprises de plus de 100 travailleurs sont d'ailleurs soumises à l'élaboration d'un plan de déplacement d'entreprise. L'implantation d'Odoo à Auderghem ne compte à l'heure actuelle que 80 travailleurs. Pour rappel, les plans de déplacement d'entreprise sont liés à la compétence de la Ministre régionale de l'Environnement.

Pour ce qui est de ma compétence de l'Economie locale, je continue, avec mon service, à faire le tour des quartiers à la rencontre des commerçants. Les entreprises feront aussi partie de cette tournée de rencontre. Il est important pour moi que ces derniers puisse avoir les coordonnées d'une personne de contact à la commune.

Enfin, de manière générale, la commune d'Auderghem est peu informée des départs et arrivées d'entreprises sur le terrain communal. Nous n'avons donc pas été contacté ni avant, ni après la décision d'Odoo de quitter Auderghem.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,  
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,  
(s) Christophe Magdalijs

POUR EXTRAIT CONFORME  
Auderghem, le 24 mai 2019

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre f.f.,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Christophe Magdalijs, *Voorzitter* ;  
Sophie de Vos, *Burgemeester d.d.* ;  
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Bruno Collard,  
Lieve Jorens, *Schepenen* ;  
Didier Gosuin, Isabelle Désir, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Jean-Claude Vitoux, Christian  
Grétry, Valérie Cops, Didier Molders, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine  
Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren,  
Nathalie Wyns, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu  
Pillois, *Gemeenteraadsleden* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

**Zitting van 04.04.19**

---

**#Onderwerp : Mondelinge vraag van de heer Jeremy Van Gorp en mevrouw Martine Maelschalck  
(MR-OpenVLD) over het nakende vertrek van het bedrijf Odoo naar Louvain-la-Neuve#**

---

Openbare zitting

**Secretariaat**

Geachte heer voorzitter van de raad,  
Geachte collega's,

Het bedrijf Odoo staat op het punt om de gemeente Oudergem te verlaten voor Louvain-la-Neuve, lezen wij in de pers van 22 maart jongstleden. Het huurcontract van het bedrijf loopt af en het bedrijf wil zijn activiteiten op een grotere oppervlakte uitbreiden, wat wij kunnen begrijpen.

Dit vertrek is echter illustratief voor een algemenere tendens van bedrijven die het Brussels Gewest te verlaten, wat ik betreur, zowel voor de vitaliteit van de wijken en gemeenten als voor de economische dynamiek en de werkgelegenheid in het Gewest.

Ik herinner mij echter dat de buurtbewoners niet opgezet waren met de aanwezigheid van Odoo, met name door de parkeerproblemen. Ik dacht nochtans dat Odoo daarover een overeenkomst had met de Carrefour, maar het zij zo. Het algemene gevoel is dat niemand in de wijk het vertrek lijkt te betreuren, een gevoel dat de voorzitter van de Gemeenteraad bovendien lijkt te delen.

Mijn vragen luiden als volgt:

- Wanneer een bedrijf van enige omvang besluit om zich in Oudergem te vestigen, wordt het dan systematisch gecontacteerd en verwelkomd door het gemeentebestuur?
- Wordt er nagedacht over de mobiliteit?
- Waarom geen vervoer- en parkeerplannen opstellen met deze bedrijven?
- Heeft Odoo met u contact opgenomen vóór de beslissing om de gemeente te verlaten?
- Heeft u contact opgenomen met Odoo nadat u de beslissing heeft vernomen?

Alvast bedankt voor uw antwoord.

Jérémy Van Gorp en Martine Maelschalck, gemeenteraadsleden voor MR-Open VLD

- **Antwoord van mevrouw Elise Willame, schepen**

Geachte heer Van Gorp,  
Bedankt voor uw vraag.

Odoos is een bedrijf dat software met een groot aantal toepassingen ontwikkelt voor bedrijven (boekhouding, human resources, facturatie,...). Eén van hun teams, dat 80 personen telt, is gevestigd in de Van Nieuwenhuyselaan 6.

Deze panden van 1.500 m2 worden momenteel verhuurd aan Confinimo.

Odoos wil dit team uitbreiden tot 100 werknemers tegen eind 2019 en 150 werknemers tegen 2021.

Het bedrijf heeft in Brussel gezocht naar grotere locaties, maar zonder een beroep te doen op Citydev of HUB Brussels.

Met een hoofdkantoor in Grand Rosière zou het zijn activiteiten graag bundelen in de buurt van Brussel.

Ik wil hier herinneren aan het feit dat ondernemingen vrij zijn om te kiezen waar ze een vestiging openen.

Men kan een onderneming niet verhinderen om Brussel te verlaten als dat haar beslissing is.

Bovendien vallen economische en industriële aangelegenheden onder de bevoegdheid van het Gewest en heeft de Brusselse minister van Economie hierover al heel wat vragen vanuit uw fractie beantwoord.

Wat de mobiliteit van bedrijven betreft: dat is een bevoegdheid van de bedrijven zelf. Bedrijven met meer dan 100 werknemers zijn verplicht om een vervoerplan op te stellen. De vestiging van Odoos in Oudergem telt momenteel slechts 80 medewerkers. Ter herinnering: vervoerplannen van bedrijven vallen onder de bevoegdheid van de gewestelijke minister van Leefmilieu.

Wat mijn bevoegdheid voor Lokale economie betreft, blijf ik samen met mijn departement rondgaan in de wijken om de handelaars te ontmoeten. Daarbij zullen wij ook de ondernemingen aandoen. Voor mij is het belangrijk dat zij de gegevens hebben van een contactpersoon bij de gemeente.

Tot slot wordt de gemeente Oudergem over het algemeen weinig op de hoogte gebracht als bedrijven zich in de gemeente vestigen of die verlaten. Er is met ons dus geen contact opgenomen, niet voor en niet na de beslissing van Odoos om Oudergem te verlaten.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,  
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,  
(g) Christophe Magdalijs

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT  
Oudergem, 24 mei 2019

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester d.d.,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Christophe Magdalijs, *Président* ;  
Sophie de Vos, *Bourgmestre f.f.* ;  
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Bruno Collard,  
Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;  
Didier Gosuin, Isabelle Désir, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Jean-Claude Vitoux, Christian  
Grétry, Valérie Cops, Didier Molders, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine  
Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren,  
Nathalie Wyns, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu  
Pillois, *Conseillers communaux* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

**Séance du 04.04.19**

---

**#Objet : Question orale de Madame Nathalie Wyns (Liste Citoyenne 1160) sur le remplacement du terrain synthétique T3#**

---

Séance publique

**Secrétariat**

Madame la Bourgmestre ff,

Mesdames et Messieurs les Echevins,

Monsieur le Président du Conseil,

Chers collègues,

Mme Fadila Laanan, Secrétaire d'État bruxelloise en charge des infrastructures sportives communales déclarait, il y a quelques jours, débloquer une enveloppe supplémentaire pour le remplacement des terrains synthétiques. Elle a déclaré « Je pense qu'il y a plusieurs analyses qui peuvent se faire, mais moi je ne prends aucun risque. »

En décembre, nous avons déjà été interpellés par des citoyens inquiets de la possible dangerosité de ce type de terrain et vous avons posé la question quant au remplacement de ces terrains synthétiques et à la position de la commune.

Dans votre courrier du 30/01, vous nous aviez informés que le terrain T2 datait de 2003 et le T4 de 2005. Le remplacement du T2 est donc prévu parce qu'il est arrivé en fin de vie et non pas parce que vous vous montrez inquiets quant aux conséquences possibles au niveau de la santé.

Ce remplacement est prévu en 2020 et fait d'ailleurs l'objet d'une fiche projet présentée avec le plan triennal au conseil communal du 28 février dernier.

Le montant prévu pour le remplacement du T2 est de 400.000 €.

Seules 2 années séparent l'installation de ces terrains. Je suppose dès lors que le remplacement du T4 serait prévue en 2022.

Mme l'échevine des sports a déclaré ceci :

« Si Madame la Ministre nous octroie les subsides qu'il faut, il n'y a aucun souci. On pourra changer aussi ce second terrain synthétique. Mais en attendant, pas question d'interrompre les activités sur ce terrain. »

Permettez-moi de faire DEUX REMARQUES :

1. dans son interview, le responsable des terrains confirme que parfois les enfants se plaignent de démangeaisons (mais pas trop souvent)
2. Mme l'échevine des Sports ne prévoit donc pas le remplacement du terrain T4, juste à côté du T2 et ne se montre donc pas plus inquiète que ça.

Vu que le budget prévu pour le remplacement d'un terrain est de 400.000 €, le remplacement des 2, prévus en même temps (donc moins de frais pour l'entrepreneur) coûterait soit 800.000 € soit un peu moins.

Mes questions sont les suivantes :

1. Quel est le subside auquel vous vous attendiez pour le remplacement du T2 en établissant votre plan triennal ?
2. Quel est le montant du subside complémentaire que vous pourriez obtenir vu cette enveloppe régionale supplémentaire?

Sur base de ces nouveaux montants, n'est-il vraiment pas envisageable de remplacer les 2 terrains en même temps, ce qui clôturerait le débat sur le potentiel danger qu'ils peuvent représenter ?

Je vous remercie pour votre réponse.

Nathalie WYNS, conseillère communale pour la Liste Citoyenne 1160

#### • Réponse de Madame Eloïse Defosset, Echevine

Avant toute chose, je dois vous faire part d'une erreur dans la réponse qui vous a été fournie à votre question écrite sur les terrains synthétiques.

Le T2 a bien été créé en 2003 mais le renouvellement du T4 s'est opéré en 2011. Il est donc relativement neuf.

Je reprends un extrait de ma réponse à cette même question écrite :

« Notre préoccupation première reste bien évidemment de s'assurer qu'aucun danger lié à l'utilisation des granulats de pneumatiques dans les gazons synthétiques n'existe pour la santé des bénéficiaires. Par mesure de précaution, aucun risque ne sera pris lorsque le moment sera venu de renouveler les terrains synthétiques. Il est certain que le choix ne se portera pas sur les billes de caoutchouc, mais vers d'autres alternatives reconnues tels les copeaux de noix de coco ou bouchons de Liège. »

Voici le moment du renouvellement du T2 qui arrive en fin de vie. Nous appliquons le principe de précaution, nous partons vers l'alternative des fibres de bouchon de Liège. Je précise que cela a été ma seule demande de subside auprès de la Région pour être sûre de me voir octroyer les fonds nécessaires au renouvellement du terrain.

Je vous ai dit aussi qu'aucune analyse à ce jour ne démontrait de dangers réels sur la santé. Le T4 ne nécessite pas d'intervention dans l'immédiat. Je rappelle qu'au moment de l'introduction des demandes de subsides, nous n'avions pas connaissance de l'enveloppe de 10,8M€ réservée semble-t-il au renouvellement des terrains synthétiques. Raison pour lesquelles, le T4 n'a pas été inclus dans nos projets repris au plan triennal.

Ceci dit, maintenant que nous avons connaissance que cette enveloppe existe, un courrier sera envoyé à Madame la Secrétaire d'Etat afin d'obtenir les réponses à nos questions. A savoir notamment, est-ce que cette enveloppe est réservée uniquement aux demandes déjà introduites, pouvons-nous entrer une demande spontanée ou devons-nous attendre le prochain train pour entrer notre demande ?

Notons enfin que si le subside pour le T2 nous est octroyé, il couvre 50% de la dépense majoré à 10% pour les terrains synthétiques

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,  
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,  
(s) Christophe Magdalijs

POUR EXTRAIT CONFORME  
Auderghem, le 24 mai 2019

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre f.f.,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos



Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Christophe Magdalijs, *Voorzitter* ;  
Sophie de Vos, *Burgemeester d.d.* ;  
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Bruno Collard,  
Lieve Jorens, *Schepenen* ;  
Didier Gosuin, Isabelle Désir, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Jean-Claude Vitoux, Christian  
Grétry, Valérie Cops, Didier Molders, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine  
Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren,  
Nathalie Wyns, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu  
Pillois, *Gemeenteraadsleden* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

**Zitting van 04.04.19**

---

**#Onderwerp : Mondelinge vraag van mevrouw Nathalie Wyns (Liste Citoyenne 1160) over de  
vervanging van het kunstgrasveld T3#**

---

Openbare zitting

**Secretariaat**

Geachte mevrouw de waarnemend burgemeester,  
Dames en heren schepenen,  
Geachte heer voorzitter van de Raad  
Geachte collega's

Enkele dagen geleden heeft mevrouw Fadila Laanan, Brussels staatssecretaris voor Gemeentelijke sportinfrastructuur, gezegd dat zij een bijkomende enveloppe zal vrijmaken voor het vervangen van kunstgrasvelden. Ze zei: "Ik denk dat er verschillende analyses gemaakt kunnen worden, maar ik neem geen enkel risico."

In december kregen wij al de vraag van burgers die zich zorgen maakten over het mogelijke gevaar van dit soort velden en hebben wij u een vraag gesteld betreffende de vervanging van deze kunstgrasvelden en het standpunt van de gemeente.

In uw schrijven van 30/01 heeft u ons meegedeeld dat terrein T2 dateert van 2003 en T4 van 2005. De vervanging van T2 is dus voorzien omdat het veld het einde van zijn levensduur heeft bereikt en niet omdat u zich zorgen maakt over de mogelijke gevolgen voor de gezondheid.

Deze vervanging is gepland in 2020 en vormt het voorwerp van een projectfiche die samen met het driejarenplan op 28 februari aan de gemeenteraad werd voorgelegd.

Voor het vervangen van T2 is een bedrag van 400.000 euro voorzien.

De velden zijn met slechts 2 jaar verschil geplaatst. Ik ga er dan ook vanuit dat het vervangen van T4 gepland is in 2022.

Mevrouw de schepenen van Sport zei:

"Als mevrouw de minister ons de nodige subsidies geeft, is er geen probleem. Dan kunnen we ook het tweede kunstgrasveld vervangen. Maar in afwachting daarvan is er geen sprake van dat de activiteiten op dit veld opgeschort worden."

Ik heb TWEE OPMERKINGEN:

1. in zijn gesprek bevestigt de terreinverantwoordelijke dat de kinderen soms (maar niet te vaak) klagen over jeuk

2. mevrouw de schepen van Sport is dus niet van plan om terrein T4 te vervangen, dat naast T2 ligt, en lijkt zich daar geen zorgen over te maken.

Aangezien het budget dat voorzien is voor de vervanging van een veld 400.000 euro bedraagt, zou het vervangen van beide velden op hetzelfde moment (met dus minder kosten voor de aannemer) dus 800.000 euro of iets minder kosten.

Ik heb de volgende vragen:

1. Welke subsidie had u voor de vervanging van terrein T2 verwacht bij het opstellen van uw driejarenplan?
2. Hoeveel extra subsidie zou u kunnen krijgen in het licht van deze bijkomende gewestelijke enveloppe?

Is het op basis van deze nieuwe bedragen niet mogelijk om de twee velden tegelijkertijd te vervangen, wat een einde zou maken aan het debat over het mogelijke gevaar dat zij kunnen vormen?

Ik dank u voor uw antwoord.

Nathalie WYNS, gemeenteraadslid voor Liste Citoyenne 1160

• **Antwoord van mevrouw Eloïse Defosset, schepen**

Allereerst moet ik u wijzen op een fout in het antwoord op uw schriftelijke vraag over de kunstgrasvelden. Terrein T2 werd inderdaad in 2003 aangelegd, maar T4 werd in 2011 vernieuwd. Dat is dus relatief nieuw.

Ik herhaal een deel van mijn antwoord op dezelfde schriftelijke vraag:

"Onze belangrijkste zorg is uiteraard ons ervan te verzekeren dat er geen enkel gevaar, verbonden aan het gebruik van granulaten van banden in de kunstgrasvelden, bestaat voor de gezondheid van de gebruikers. Bij wijze van voorzorg zal geen enkel risico genomen worden op het ogenblik dat de kunstgrasvelden vernieuwd moeten worden. Het staat vast dat er niet gekozen zal worden voor rubberkorrels maar wel voor erkende alternatieven zoals korrels uit kokosnoot of kurk."

Het is tijd om het terrein T2 te vernieuwen, dat het einde van zijn levensduur heeft bereikt. Uit voorzorg neigen wij naar het alternatieve kurk. Ik wil erop wijzen dat dit mijn enige subsidieaanvraag bij het Gewest was, om er zeker van te zijn dat ik de nodige middelen zou krijgen om het veld te vernieuwen.

Ik heb u ook verteld dat uit geen enkele analyse is gebleken dat er een reëel gevaar voor de gezondheid is. Terrein T4 hoeft niet meteen aangepakt te worden. Ik wil u eraan herinneren dat wij bij de indiening van de subsidieaanvragen niet op de hoogte waren van het bedrag van 10,8 miljoen euro dat blijkbaar was gereserveerd voor de vernieuwing van kunstgrasvelden. Om die reden is T4 niet opgenomen in onze projecten in het driejarenplan.

Dat gezegd zijnde, nu we weten dat deze enveloppe bestaat, zal er een schrijven gericht worden aan mevrouw de Staatssecretaris om antwoorden te krijgen op onze vragen. Met name: is deze enveloppe alleen gereserveerd voor reeds ingediende aanvragen, kunnen we een spontane aanvraag indienen of moeten we op de volgende trein wachten om onze aanvraag in te dienen?

Tot slot moet worden opgemerkt dat als de subsidie voor terrein T2 aan ons wordt toegekend, die 50% van de kosten dekt, vermeerderd met 10% voor kunstgrasvelden

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,  
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,  
(g) Christophe Magdalijs

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT  
Oudergem, 24 mei 2019

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester d.d.,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos